



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE CENTRALE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE YAOUNDE

Juin 2022

Zoom sur les importations de viande, poisson et produits dérivés en zone CEMAC

Dans son [dernier bulletin économique et statistique](#), la BEAC a publié une étude intitulée « *Limiter l'importation de ce qui peut être produit localement pour préserver les réserves de change de la BEAC : le cas des filières viande et poisson* ». L'étude montre que l'optimisation des circuits de commercialisation de la viande bovine et du poisson contribuerait à améliorer structurellement la dynamique des réserves de change de la zone.

LE CHIFFRE À RETENIR

637 Mds FCFA

D'importations de viande, poisson,
et produits dérivés par an en zone
CEMAC

L'étude relève que malgré la production importante de bétail et de viande (Tchad, RCA, Cameroun) pouvant potentiellement satisfaire les besoins de toute la sous-région, les pays de la zone importent encore de grandes quantités de ces produits depuis l'extérieur. Les importations annuelles de viande, poisson et produits dérivés en zone CEMAC atteindraient ainsi près de 637 Mds FCFA. Notamment, le Congo, le Gabon et la Guinée Equatoriale importeraient des quantités importantes en provenance de l'Argentine, du Brésil et de l'Inde. L'étude relève ainsi plusieurs facteurs limitants au commerce intrarégional, notamment l'insuffisance des infrastructures, les formalités administratives multiples et relativement coûteuses, les difficultés de mise en œuvre de la libre circulation, le coût élevé des différents modes de transport, et le faible niveau d'organisation des marchés frontaliers. Contrairement à la viande bovine, la filière poisson connaîtrait pour sa part un problème de substitution des importations à la production locale, parfois exportée, s'agissant de la pêche industrielle par des amateurs, là où la production locale (pêche artisanale, et pisciculture) ne couvre pas tous les besoins.

Afin d'améliorer les échanges intra-communautaires sur ces produits, l'étude suggère entre autres de mieux faire correspondre la production à la demande dans les pays de la zone, via la mise en place de nouvelles infrastructures et de circuits de commercialisation et d'échange permettant d'écouler les productions dans les autres pays de la zone. Pour ce dernier point, l'on peut relever de récentes avancées avec notamment le lancement en janvier 2022 depuis le Tchad de la première opération de transport par camion de viande de bœuf transformée du Tchad vers le Congo et la RDC. Il s'agit de la première d'une série de cargaisons qui vise à transporter au total 15 000 tonnes de viande vers les pays de la sous-région d'ici 2023.

Régional

Lancement études de faisabilité pour la construction du port sec d'Ebebiyín

A l'issue d'une rencontre entre la Commission CEMAC et la société Arise Integrated Industrial Platforms, la Commission a annoncé le lancement, à partir du 7 juin 2022 des études de faisabilité de construction du port sec d'Ebebiyín en Guinée équatoriale. Cette étude, qui devrait s'étaler sur une durée de 11 mois pour un coût total de 787 M FCFA, vise à mettre à la disposition de la CEMAC un dossier devant servir à la recherche de financements nécessaires pour la réalisation des travaux de construction. La construction du port sec d'Ebebiyín vise entre autres à améliorer les échanges intracommunautaires, faciliter le commerce et l'approvisionnement dans la zone des 3 frontières (Cameroun, Gabon, Guinée équatoriale).

Fin des travaux d'interconnexion par fibre optique entre le Congo et le Cameroun

Le ministre des Postes et télécommunications congolais et son homologue camerounais ont procédé, le 27 mai à Ouessou, à la réception provisoire du réseau d'interconnexion en fibre optique entre leurs deux pays. Lancés en 2019, les travaux ont été réalisés par les sociétés China Communication Services International et Huawei sous le contrôle du groupement MG Télécom Globotech. Dans le même temps, les travaux de réalisation de l'interconnexion entre Brazzaville et Bangui ont été lancés dans cette même localité située à 870 km au nord de Brazzaville. Ces infrastructures sont financées par la Banque africaine de développement (BAfD) dans le cadre du projet Central African

Backbone (CAB) dont la première phase, qui a consisté à interconnecter le Congo et le Gabon, a été financée par la Banque mondiale.

Cameroun

Collectif budgétaire : le budget en augmentation de 5,7 % par rapport à la LFI

Le Président de la République a signé le 2 juin une [ordonnance modifiant la loi de finances initiale \(LFI\) 2022](#). Cette ordonnance permet notamment de prendre en compte les répercussions de la guerre en Ukraine sur l'exercice budgétaire en cours. Le budget révisé est présenté à 6 080 Mds FCFA, enregistrant ainsi une hausse de 5,7 % par rapport aux prévisions initiales. L'accroissement des recettes tient principalement de la hausse des revenus pétroliers (+244 à 806 Mds) en lien avec la montée des cours du pétrole (plus de 100\$ le baril désormais contre 65 \$ prévus par la LFI). Par ailleurs, alors que les aides budgétaires sont prévues en baisse de 50 Mds à 313 Mds, les emprunts intérieurs enregistreraient une hausse anticipée de +170 à 340 Mds (hors émissions de titres publics stables à 350 Mds).

L'évolution des charges budgétaires à la hausse, quant à elle, s'explique par la forte augmentation des subventions et transferts (+343 à 1 074 Mds) en lien avec le surcoût engendré par la politique de maintien des prix à la pompe. La masse salariale de l'Etat progresse également (+49 à 1 188 Mds) en raison de la régularisation de la dette salariale de l'Etat envers le personnel enseignant. Le déficit budgétaire devrait toutefois être contenu à -2% du PIB (comme dans la LFI), permis par des ajustements à la baisse des dépenses du Fonds spécial Covid (-50 Mds), des dépenses de biens et services (-40 Mds), et les dépenses en capital (-60 Mds).

Le prix du kg de coton graine en hausse de 14 % pour la campagne 2022-2023

La Société de développement du coton (Sodécoton) et les associations de producteurs locaux de coton ont décidé de la revalorisation du prix du kg du coton applicable dès la campagne 2022-2023. Pour les trois catégories de coton achetées par la Sodécoton aux producteurs, les prix varieront de 260 FCFA/kg pour le coton de 3^e choix à 285 FCFA le kg pour le 1^{er} choix, enregistrant une hausse de 14 % par rapport à la campagne précédente. Cette revalorisation fait suite à l'évolution favorable des cours mondiaux du coton graine. Le prix de vente des intrants agricoles a été également fixé pour cette campagne. Le sac d'engrais de 50 kg sera vendu par la Sodécoton aux producteurs à 21 500 FCFA, et l'urée sera vendue à 20 500 FCFA le sac de 50 kg.

Signature d'un accord cadre pour la modernisation de 14 postes de péages

Le contrat de partenariat public-privé de construction de 14 postes de péages sur le réseau routier camerounais signé en 2020 entre l'Etat du Cameroun et la société TOLLCAM est entré dans sa phase d'exécution le 10 juin 2022 avec la signature d'un accord cadre et de la convention de financement. Initialement évalué à 36 Mds FCFA, le coût du projet est désormais fixé à 42 Mds FCFA, l'augmentation étant due aux conséquences de la conjoncture économique et financière internationale. Selon le contrat signé, TOLLCAM, mise en place par le consortium Razel BEC et Egis Projects, est en charge du financement, de la conception, de la construction, de l'équipement, de l'exploitation et de la maintenance de ces postes de péages automatiques pour une durée de 20 ans. Le projet entre dès lors dans sa phase d'exécution pour une durée de 2 ans sur les sites identifiés pour le démarrage des travaux. La construction et la mise en service d'un poste de péage témoin

est attendu dans un délai de 6 mois. Pour rappel, ce projet vise à améliorer les équipements de collecte des recettes générées par le péage routier sur les routes nationales camerounaises.

L'AER et MTN Cameroun signent un accord cadre pour l'électrification de sites ruraux en énergie solaire

Le Directeur de l'agence de l'électrification rurale (AER) et le Directeur général de la société de téléphonie mobile MTN Cameroun ont procédé le 2 juin 2022 à la signature d'un accord cadre pour l'alimentation de ses sites ruraux en énergie solaire. Cet accord précise les conditions et modalités de mise à disposition par l'AER de l'énergie produite par des centrales solaires dont elle a la charge et l'exploitation. MTN Cameroun devrait ainsi déployer des dizaines d'antennes et de stations relais sur l'étendue du territoire qui seront alimentées grâce à l'énergie fournie par l'AER. La mise en œuvre de cet accord est en cours à travers les sites pilotes dans les régions de l'Ouest et du Littoral, l'opération va s'étendre par la suite dans d'autres régions du Cameroun. A terme, le projet devrait améliorer l'accès des populations vivant en zone rurale aux services de téléphonie, d'internet haut débit et de mobile money.

Bolloré Transports & Logistics inaugure une nouvelle plateforme logistique au port de Kribi

La Kribi Logistics Hub, nouvelle plateforme logistique de Bolloré Transport & Logistics Cameroun a été [inaugurée le 8 juin 2022 au port de Kribi par M. Jean Ernest Ngalle Bibehe](#), ministre des Transports. Construite sur une superficie de 8 ha, cette nouvelle plateforme est dotée d'une infrastructure et d'équipements modernes devant permettre de recevoir, stocker et livrer, des marchandises destinées à l'import-export. Kribi Logistics Hub permettra de renforcer la fluidité des corridors et participer au développement de cette zone industrialoportuaire.

Le prix de la visite technique automobile augmente au 1^{er} juin 2022

Faisant suite à une concertation entre le Ministère des Transports et les organisations socio-professionnelles du secteur des transports routiers, la tarification du processus de délivrance de la visite technique automobile connaît un changement. Le coût de la visite technique des véhicules de tourisme est fixé à 17 900 FCFA contre 9 500 FCFA, celui des taxis passe de 2 800 FCFA à 4 900 FCFA. Les tracteurs, camions et véhicules utilitaires lourds paieront 26 235 FCFA. **Cette hausse s'explique par l'augmentation des charges liées à l'exploitation du nouveau système de sécurisation du processus de délivrance de la vignette de la visite technique adopté par le Ministère des Transports dans le but de réduire les accidents routiers. Cette réforme induit des coûts supplémentaires pour les différents centres de contrôle de visite technique agréés existants. La hausse s'expliquerait également par le contexte actuel marqué par une inflation généralisée.**

Le gouvernement instaure un mécanisme dématérialisé de paiement du test PCR Covid

Selon l'ordonnance N°2022/001 du Président de la République signée le 2 juin 2022, le test PCR Covid devient payant et coûte désormais 30 000 FCFA. La mesure est applicable depuis le 15 juin 2022. Le paiement se fera soit en espèces auprès des quelques centres agréés par le ministère de la santé publique, soit en ligne à travers une [plateforme dématérialisée des recettes publiques du Ministère des finances](#). Un enrôlement est effectué à partir de cette plateforme, ensuite un code unique et un reçu de paiement sont générés. Le reçu devra ensuite être présenté dans un site de prélèvement du réseau des laboratoires agréés pour la réalisation du test. Ce mécanisme sécurisé de paiement des frais de test mis en place permet notamment **d'assurer la traçabilité des ressources générées** par cette mesure.

Signature d'un protocole d'accord entre SETEC Energie Environnement et le Ministère de l'Habitat et du Développement urbain

Mme Célestine Ketcha Courtes, ministre de l'Habitat et du Développement urbain, et Mme Karen DIARD, directrice générale adjointe de SETEC Energie Environnement ont procédé le 31 mai 2022 à la signature d'un protocole d'accord pour la réalisation d'études territoriales et de faisabilité nécessaires à la mise en place des infrastructures de tri de déchets dans 25 villes secondaires du Cameroun. Le projet est financé grâce à une subvention de 582 740 EUR accordée au titre du Fonds d'aide et d'étude au secteur privé par la Direction du Trésor Français (FASEP). Il vise à identifier et dimensionner les infrastructures de tri et de valorisation des déchets au sein des communes bénéficiaires. **SETEC Energie Environnement s'engage par ailleurs à fournir un plan d'investissement pluriannuel et prévoit un accompagnement des communes pendant une année dans la mise en œuvre de ce plan. La signature de ce protocole d'accord marque ainsi le démarrage de ce projet qui s'inscrit en droite ligne avec les objectifs d'assainissement du Cameroun tels que prévus dans la SND30.**

Nouvelle prorogation de la mesure d'abattement du coût du fret maritime

Le ministre camerounais des Finances, dans une décision signée le 3 juin 2022, annonce la prorogation jusqu'au 31 août 2022, de la mesure d'abattement de 80 % du coût du fret dans le calcul de la valeur en douane des marchandises importées par voie maritime. Cette mesure adoptée par le gouvernement le 16 novembre 2021 a déjà été prorogée le 28 février 2022. La décision avait été prise par les autorités camerounaises en réponse aux difficultés exprimées par le Groupement inter-patronal du Cameroun (GICAM) qui relevait une hausse des prix des produits à l'importation et du fret

maritime, générant un surcoût pour les opérateurs économiques. Le contexte actuel **demeure difficile, la situation s'étant davantage détériorée** avec la guerre en Ukraine. Cette mesure, ainsi que la réduction des valeurs imposables des produits pétroliers raffinés, devraient occasionner une baisse des recettes **douanières de 40 Mds FCFA sur l'année 2022** selon le collectif budgétaire du 2 juin (*cf supra*).

Secteur gazier : 4,4 millions de tonnes de GNL produites entre 2018 et 2021

Dans son [rapport annuel 2021](#), la société britannique Golar LNG, propriétaire de l'**usine flottante Hilli Episeyo** au large de Kribi, indique que la production de gaz naturel liquéfié au Cameroun a atteint 4,4 M de tonnes entre 2018 et 2021. **L'exploitation du gaz est en effet en plein essor au Cameroun depuis l'installation** de cette usine flottante de liquéfaction de gaz fin 2015 par Perenco et sa mise en service en 2018. Grâce à une hausse prévue des investissements, la production devrait atteindre 1,4 Mt en 2022 et 1,6 Mt en 2023. Le GNL est devenu le quatrième produit exporté par le Cameroun (236 Mds FCFA, 9,5 % des exportations totales en 2021) derrière le pétrole brut, le cacao et le bois. Le produit est exporté principalement vers **l'Asie (Inde et Chine notamment)**.

Ouverture d'une ligne de crédit de 40 M EUR à Afriland First Bank destinée au financement des PME

Le directeur général adjoint d'Afriland First Bank a signé le 2 juin 2022 avec la Société islamique pour le développement du secteur privé (SID) **une convention portant ouverture d'une ligne de crédit d'un montant de 40 M EUR (26 Mds FCFA)**. La ligne de crédit serait co-financée par la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (Badea). Les fonds mis à la disposition **d'Afriland First Bank** visent à

soutenir le développement des **PME camerounaises** ainsi qu'à **promouvoir le financement islamique** pour les entreprises.

Fitch Ratings maintient la note souveraine du Cameroun à « B », perspective stable

L'agence de notation Fitch Ratings a [reconduit le 10 juin 2022 pour le Cameroun la note « B » avec perspective stable](#). Selon l'agence, le maintien de cette note tient notamment du niveau modéré de la dette publique camerounaise, des efforts de consolidation budgétaire ainsi que de la croissance économique résiliente que connaît le pays. Ces aspects restent toutefois contrebalancés par le faible niveau du PIB par habitant, les difficultés liées au climat des affaires, ainsi que la situation sécuritaire. **L'agence prévoit pour 2022 une croissance à 3,7 % et une inflation qui resterait globalement maîtrisée à 3,3 %**. Le déficit budgétaire pourrait atteindre 2,5 % (soit légèrement au-dessus des 2 % prévus à ce stade dans la loi de finance rectificative).

Fin de la production et de la commercialisation des produits Coca-Cola par la SABC

La SABC (Société Anonyme des Brasseries du Cameroun), filiale camerounaise du groupe Castel, **a fait l'annonce** le 27 mai 2022. Selon le communiqué, la SABC cessera la production, la communication et la commercialisation des produits Coca-Cola à compter du 1^{er} juillet 2022. La licence de distribution des produits Coca-Cola au Cameroun est attribuée au groupe camerounais Gracedom Invest. Cette fin de collaboration avec Coca-Cola Company concerne également toutes les filiales africaines du groupe Castel. Au Gabon, la production est **reprise par l'entreprise Foberd appartenant au groupe camerounais FOKOU**.

L'enseigne française BUT ouvre sa première boutique au Cameroun

Enseigne spécialisée dans l'équipement des maisons, BUT ouvrira sa première boutique au Cameroun baptisée « BUT by Arno » au mois de juillet 2022. Cette nouvelle enseigne distribuera également des produits alimentaires. La première boutique sera logée dans l'hypermarché PlayCe. Construit par CFAO Retail sous l'enseigne Carrefour, Playce ouvre ses portes au public de Yaoundé dès le 6 juillet 2022. « BUT by Arno » est le fruit d'un partenariat entre le groupe ARNO et le groupe DUVAL ayant donné naissance à la co-entreprise Duval Arno Distribution (DAD). BUT by Arno fait son entrée dans le secteur de la grande distribution où interviennent des entreprises camerounaises (Dôvv, Santa Lucia, Fokou, Niki) aux côtés de plusieurs enseignes étrangères parmi lesquelles les enseignes françaises Carrefour, Casino, Super U, Bao Cash & Carry.

Centrafrique

Plus de 200 M USD pour l'accès à l'électricité et le système de santé

La Banque mondiale a approuvé le 3 juin 2022 deux [financements d'un montant total de 208 M USD en faveur de la République centrafricaine](#). Le premier est un don de 138 M USD pour le **Projet d'Accès et de Renforcement du Secteur de l'Electricité (PARSE)**. Ce projet vise à augmenter l'offre et l'accès à l'électricité grâce à la mise en place de systèmes solaires. La seconde enveloppe de 70 M USD est destinée au projet de renforcement du système de santé (SENI PLUS) qui devrait permettre d'accroître l'utilisation des services de santé essentiels pour plus de 2 millions de Centrafricains.

Congo

Quatre start-ups congolaises sélectionnées pour participer au salon VivaTech

Les quatre start-ups sélectionnées parmi une centaine de start-ups candidates, à l'occasion de la 6^{ème} édition du Salon des NTIC OSIANE, ont participé du 15 au 18 juin au salon VivaTech, organisé tous les ans à Paris pour promouvoir l'innovation technologique impulsée par les start-ups. Il s'agit de **Noki-Noki** (services de livraison), **Tinda** (mise en place d'un système de transfert de fonds), **Green Tech** (fabrication de produits absorbants à partir de la jacinthe d'eau) et **Home Tech** (fabrication de couveuses bon marché). Ces jeunes start-ups devraient bénéficier d'un accompagnement de l'association Pratic, promoteur d'OSIANE, et du gouvernement congolais au travers du FIGA, le Fonds d'impulsion, de garantie et d'accompagnement des TPME, PME et de l'artisanat.

Une délégation d'entreprises françaises a séjourné dans les deux villes capitales

La délégation de cinq entreprises françaises (Flux, Galileo, Nedap, S3A, Yseis) regroupées au sein de la **Chambre de commerce et d'industrie (CCI) de Paris Ile-de-France** s'est rendue à Brazzaville et à Pointe-Noire, du 31 mai au 4 juin 2022, pour explorer les opportunités d'affaires au Congo dans les domaines de la formation, de l'agroalimentaire et de la sécurité de bâtiments. La délégation a eu l'occasion d'échanger, le 31 mai à Brazzaville, avec le ministre de la Coopération internationale et de la Promotion du partenariat public-privé, dans le cadre du premier Forum sur le partenariat public-privé organisé les 30 et 31 mai au Centre de conférence à Kintélé. Cette mission, organisée par la CCI de

Paris et Business France, s'inscrit dans le cadre du Programme Team Export.

La Congolaise des Routes renforce la sécurité sur son réseau routier

La Congolaise des Routes (LCR), société concessionnaire qui assure depuis décembre 2018 la gestion de la RN1 (535 km) reliant Brazzaville à Pointe-Noire, a lancé officiellement le 9 juin le déploiement d'un Groupement de sécurité routière (GSR) constitué de gendarmes et policiers (sécurité civile/pompiers) spécialement dédiés à la sécurité de son réseau routier. Ce déploiement s'inscrit dans le cadre d'un protocole de coopération signé à Brazzaville en 2019 avec la gendarmerie et les pompiers qui prévoit la mise à disposition par la LCR d'équipements (véhicules d'intervention, motos, ambulance, etc.) pour permettre au GSR d'assurer sa mission. La mise en place de ce dispositif vise à améliorer la sécurité routière et à soutenir la LCR dans la gestion et la lutte contre la fraude au péage.

Première visite au Congo-Brazzaville et en RDC de la nouvelle Directrice Afrique centrale du bureau Business France de Douala

Mme Gouënaelle Buffard, nouvelle Directrice Afrique centrale du bureau Business France de Douala, a effectué sa première visite de travail du 14 au 18 mai à Kinshasa et du 18 au 20 mai à Brazzaville et à Pointe-Noire. L'objet de cette mission était de s'imprégner de l'écosystème et du climat des affaires des deux pays et de découvrir les opportunités de marché pour les entreprises françaises souhaitant y exporter, voire s'y implanter, dans la perspective de l'atelier Afrique centrale qui sera organisé par Business France le 28 juin à Paris. Une série de rencontres a été organisée dans les trois villes, avec notamment la Chambre de commerce et d'industrie franco-congolaise de Kinshasa, les

Conseillers du commerce extérieur de la France basés en RDC et au Congo-Brazzaville ainsi que la Chambre de commerce de Pointe-Noire.

Gabon

Renforcement de la volonté de coopération entre les secteurs privés gabonais et indien

Libreville a reçu le 30 mai la visite d'une délégation indienne, menée par le Vice-Président indien Muppavaru Venkaiah, et composée de membres de la Confédération de l'Industrie Indienne (CII), principal mouvement patronal indien (300 000 entreprises adhérentes). C'était à l'occasion d'un forum d'affaires bilatéral organisé à l'Agence Nationale de Promotion des Investissements (ANPI), réunissant les investisseurs et exportateurs indiens, des entreprises locales ainsi que des membres du gouvernement. Au cours du forum, une présentation de l'environnement des affaires, des secteurs d'investissement prioritaires (domaine minier, enseignement supérieur et transport), ainsi que des opportunités offertes par les zones économiques spéciales gabonaises comme celle de Nkok, a été faite. L'Inde est devenue en 2021 le second partenaire commercial du Gabon, devant la France, avec 508 Mds FCFA d'échanges commerciaux. Un mémorandum d'entente entre la CII et l'ANPI a été signé lors de cette visite, pour la mise en place d'un plan d'action conjoint.

Hausse du budget de l'Etat dans la loi de finances rectificative pour 2022

Le conseil des ministres a adopté le 7 juin dernier un projet de Loi de Finances Rectificative pour l'année 2022, marqué par une hausse du budget de l'Etat de 359 Mds FCFA, celui-ci passant de 2 936 à 3 295 Mds FCFA. Cet abondement résulte d'une augmentation du cours des matières

premières, pétrole et manganèse en particulier, avec une prévision de recettes budgétaires passant de 1 924 Mds FCFA dans la loi initiale de 2022 à 2 239 Mds FCFA dans la LFR. Le budget reste néanmoins **exposé à l'alourdissement** constant de la charge financière de la dette, la part des intérêts dans les dépenses courantes de l'Etat ayant atteint un record de 21,4 % en 2021. **Le projet de LFR prévoit d'utiliser cette manne pour la prise en charge de l'assurance maladie pour les Gabonais Economiquement Faibles (GEF), subventionner les prix des carburants et de la farine, poursuivre les travaux d'infrastructures prévus par le PAT et prendre en charge des coûts de restructuration d'entreprises et d'établissement publics, sans plus de précisions à ce stade.**

La BGFIBank, première banque d'Afrique centrale en termes de bilan clôture une année de croissance

Avec un bilan en augmentation de 11 % et un produit net en augmentation de 5 % par rapport à 2021, la banque gabonaise BGFI se félicite **d'avoir pu s'affranchir du contexte sanitaire et enregistrer un résultat net de 46 Mds FCFA, en hausse de 4 % par rapport à 2021.** La BGFI est **leader d'un secteur bancaire gabonais peu concurrentiel (7 banques commerciales), et concentre plus de 40 % des parts de marché, notamment grâce à sa clientèle constituée majoritairement d'entreprises internationales (la BGFI possède 47 % des parts de marché des dépôts des entreprises).** Toutefois, **les dividendes de l'année 2021 ne seront pas versés aux actionnaires, tout comme en 2020, conformément à la décision de la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale qui souhaite ainsi préserver un coussin financier pour les banques durant la crise sanitaire.**

Guinée équatoriale

Un nouveau projet de raffinerie porté par China Railway Construction Corporation Limited

Le Vice-Président, Theodoro Nguema Obiang Mangue, a entamé des négociations avec **l'entreprise chinoise China Railway Construction Corporation Limited (CRCC) pour la construction d'une raffinerie en Guinée équatoriale.** Ce projet concerne une raffinerie **d'une capacité d'au moins 20 000 barils par jour, pour un coût de construction d'environ 450 M USD.** A ce stade, le projet a été approuvé par le ministère des finances et Gepetrol (l'entreprise pétrolière nationale).

L'Égypte pourrait devenir un acteur clé du secteur gazier en Guinée Equatoriale

Lors de sa visite en Égypte, le ministre des Mines et des Hydrocarbures, Gabriel Mbagha Obiang Lima, a signé deux accords avec la société égyptienne TAQA Arabia pour le développement de projets de gaz naturel liquéfié (GNL) et de gaz naturel comprimé (GNC) en Guinée équatoriale. Le premier accord porte sur la fourniture de GNL via les infrastructures existantes dans le pays en utilisant l'usine de liquéfaction de Punta Europa (EG LNG) et les installations de réception de GNL en cours de construction à Akonikien. Le second, quant à lui, porte sur le développement du marché du GNC en Guinée équatoriale. La filiale "Master Gas" de TAQA Arabia construira des stations GNC et des centres de conversion dans tout le pays afin d'utiliser le GNC comme carburant pour les véhicules. A terme, **l'entreprise souhaite convertir 50 % du parc automobile de la Guinée équatoriale au GNC.**

Tchad

Le Tchad décrète l'urgence alimentaire

Le Tchad a déclaré «l'urgence alimentaire» du fait de la «détérioration constante de la situation nutritionnelle» en raison des conséquences de la guerre en Ukraine, mais aussi des mauvaises récoltes de la saison passée, selon un décret rendu public le 2 juin. Selon l'ONU, 5,5 millions de Tchadiens, soit plus du tiers de la population, auront besoin d'une aide humanitaire d'urgence en 2022, tout particulièrement durant la période de soudure, entre juin et septembre.

Perenco compte redémarrer la production des champs pétroliers abandonnés par Glencore

L'annonce fait suite à l'acquisition par Perenco des deux champs pétroliers de Mangara et Badila, deux périmètres situés dans le bassin de Doba, au sud du pays, auprès de la firme suisse Glencore qui les avait mis en vente en 2019, en raison des faibles résultats de leur exploitation sur plusieurs années. Pour mémoire, avant son arrêt, en 2019, la production de Glencore oscillait autour de 5 000 barils /jour, pour une production totale se situant autour de 140 000 barils/jour au Tchad.

Les transferts d'argent des migrants vers le Tchad financent surtout l'éducation

Au Tchad, l'organisation internationale pour les migrations (OIM) a tout récemment publié [une étude sur l'impact des envois d'argent vers le pays](#), avec des transferts qui contribuent à l'amélioration des conditions de vie des familles. La moyenne des sommes envoyées par les émigrés à leurs proches restés au pays serait, selon ce rapport, de 125 000 FCFA par mois. Les

pays d'origine de ces fonds sont la France, les États-Unis, l'Arabie Saoudite, la Libye et l'Égypte. Les fonds reçus seraient principalement utilisés pour l'alimentation (utilisation citée par 61 % des ménages interrogés), la santé (46 %) et l'éducation (26 %). Par ailleurs, 27 % des sondés déclarent que ces envois de fonds sont « nécessaires à la survie du ménage ».

RDC

Signature de deux accords de financement pour un montant total de 900 M USD avec la Banque Mondiale

Le gouvernement congolais et la Banque Mondiale ont procédé le 1^{er} juin 2022 à la signature de deux accords de financement. Le premier, d'un montant de 300 M USD, vise à soutenir l'entrepreneuriat féminin dans les régions du Kasai. Le second porte sur une enveloppe de 600 M USD affectée aux projets d'amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'électricité. Pour ces projets, la Banque prévoit de travailler en partenariat avec les entreprises publiques REGIDESO (Régie de distribution d'eau) et SNEL (Société Nationale d'Electricité) et des entreprises privées.

Recettes fiscales : à mi-mai 2022, la DGI a mobilisé plus de 70 % de son objectif annuel

Selon les [données publiées par la Banque centrale du Congo](#), la Direction générale des impôts a mobilisé au 13 mai 2022, 5091 Mds FC (2,4 Mds USD) de recettes fiscales soit 71 % de son objectif annuel pour l'année 2022. Cette hausse des recettes est à mettre en relation avec la bonne performance du secteur extractif congolais dans un contexte de prix élevés et de hausse de production, mais également le versement du solde 2021 d'impôt sur les sociétés en avril.

Sao Tomé-et-Principe

Avis d'appel d'offres pour la construction d'un parc solaire

Un appel d'offres a été lancé par le gouvernement santoméen pour la construction d'un parc solaire d'une capacité estimée à 540 KW, proche de Santo Amaro, au nord de l'île. Cette construction, qui s'inscrit dans le Programme de transition énergétique d'appui institutionnel (ETISP) et financée par la Banque

Africaine de Développement (BAfD) et le Programme des Nations Unies pour Développement (PNUD), n'est que le premier volet d'un projet plus large. Cette première phase devrait en effet être achevée d'ici 10 semaines, avant une deuxième phase de construction, qui permettra une production totale de 2,2 MW, et dont l'objectif est de réduire fortement l'utilisation de diesel sur l'île. Ce projet s'inscrit dans une politique de réforme structurelle de l'EMAE, société publique de production d'eau et d'électricité, qui avait accumulé des pertes et arriérés de l'ordre de 10% du PIB entre 2015 et 2018.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional de Yaoundé
Rédacteurs : Service économique régional de Yaoundé,
Services économiques de Libreville,
de Brazzaville, et de Kinshasa, et correspondants

[Rendez-vous sur cette page](#) pour vous abonner